90-04729/

RAPPORT ANNUEL
ANNUAL REPORT
ᓀᑐᐦᐅᓂᓱᓀ ᐍ ᓇᓇᑲᒋᐦᐊᑲᓇᐨ
ᒥᓯᓀᐦᐃᑫᓀ

1 9 8 8 - 1 9 8 9

ᓀᑐᐅ ᔑᓴᓀ . ᐅᒡᒪᐤᐅᒡ

Office de la securite du revenu des chasseurs et piegeurs cris

Cree Hunters and Trappers Income Security Board

Traduction crie:
Bella Moses

Graphisme:
Sylvain Vallières

Composition et montage:
Les Impressions Trimocom Inc.

Monsieur Jean-Pierre Saintonge
Président
Assemblée Nationale du Québec
Québec (QUÉBEC)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, par la présente, le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1989.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

Le ministre de la Main-d'oeuvre,
de la Sécurité du revenu et
de la Formation professionnelle

André Bourbeau

5

Monsieur André Bourbeau
Ministre de la Main-d'oeuvre,
de la Sécurité du revenu et de la Formation
professionnelle
Gouvernement du Québec
Québec (QUÉBEC)

Monsieur le Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, de vous transmettre notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1989. Le présent rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1988-1989 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1988-1989)

Roger Grenier

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Grand Council of the Crees (of Quebec)
Nemaska (QUÉBEC)

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1989. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1988-1989, and includes the financial statements for that same period.

Yours very truly,

Roger Grenier
Chairman (1988-1989)

Table des matières

Table of contents

ᑖᓐ ᐁᐦ ᑕᑯᒃ

- **Message des membres 09**
- **Message from the members**
- ᑲᓂᑲᓇᐞᐢᑕᒃ ᐅᑦ ᐊᔨᒧᐧᐋᐤ

- **Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris 11**
- **Cree Hunters and Trappers Income Security Program**
- ᐧᑐᐦᐅ [illegible] 7 ᓇᓇᑲᒋᐦᐊᑲᓄᑦ

- **Les activités de l'année 1988-1989 ..... 19**
- **Activities for the year 1988-1989**
- ᑖᐧ ᑳ ᐃᐢᐲᑦ ᐧᑐᐦᐅ [illegible] ᐅᑦ 1988-1989

- **Tableaux 24**
- **Tables**
- ᑳ ᒥᓯᓇᑕᒃ

- **Annexe 28**
- **Schedule**
- ᑳ ᐊᐢᑎᒧᒃ ᐅᑦ ᒥᓯᐧᐦᐃᑲᓂᒃ

- **États financiers 1988-1989 .... 29**
- **Financial Statements 1988-1989**
- [illegible] ᑳ ᐃᐢᐲᑦ 1988-1989

Message des membres

Message from the Members

ᑲᓂᓇᑉᐦᑕᒃ ᐅᑦ ᐊᔨᒧᓈᐧᐋᐤ

La signature de la Convention complémentaire no 8 modifiant le Chapitre 30 de la Convention de la Baie James et du Nord québécois a marqué le 27 septembre 1988 la conclusion de nombreux efforts portant sur la révision du programme de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris.

The numerous efforts undertaken to review the Cree Hunters and Trappers Income Security Program were brought to a conclusion on September 27, 1988, when Complementary Agreement No 8 amending Section 30 of the James Bay and Northern Québec Agreement was signed.

[illegible]

Cette convention complémentaire a donné lieu à l'adoption d'une loi par l'Assemblée Nationale, laquelle a amendé la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

This complementary agreement gave rise to the adoption of an act by the National Assembly. This legislation amends the Act respecting Income Security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec.

[illegible]

Les changements importants que la nouvelle loi permettait ont fait l'objet de nombreux travaux de la part des membres de l'Office aux fins de préciser concrètement leur actualisation.

The members of the Board have undertaken the necessary measures to give effect to the important changes set forth in the new act.

[illegible]

Il faut souligner la grande collaboration des autorités du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle de même que l'implication de l'Administration régionale crie pour appuyer l'Office dans la préparation d'un cadre réglementaire. Reliés aux travaux de rédaction de projets de règlements, ont été réalisés des études de faisabilité, des révisions de procédés administratifs, des changements informatiques et des démarches d'information et de sensibilisation à l'intention des membres du personnel.

We must stress the valuable cooperation received from the Department of Manpower, Income Security and Skills Development, as well as the involvement by the Cree Regional Authority who have supported the Board in its preparation of a regulatory framework. Along with the preparation of draft regulations, the Board has undertaken feasibility studies, reviews of administrative procedures and computer changes as well as information sessions for the members of its staff.

C'est avec fierté que le présent rapport est déposé. Bien modestement, il reflète l'ensemble des activités réalisées, l'intérêt que le programme entretient dans l'ensemble de la communauté crie et les résultats financiers obtenus au cours de l'exercice.

We are proud to table the present Report, which modestly reflects the activities carried out, the interest that the Program maintains in the Cree communities and the financial statements for the fiscal year.

Au-delà des données comptables et statistiques dont fait état le présent rapport, il est pertinent de souligner l'apport constant du secrétariat général de l'Office aux divers travaux reliés aux groupes de travail mis à contribution pour préparer des changements au programme. Ces travaux ont nécessité l'articulation de liens fonctionnels avec diverses instances de l'Administration régionale crie de même qu'à l'intérieur de l'appareil gouvernemental.

Beyond the accounting data and statistics contained herein, it is important to mention the constant support given by the general secretariat of the Board to the various working groups which were set up to prepare changes to the Program. To do so, it was necessary to establish operative ties with various organizations of the Cree Regional Authority and also within the Government.

C'est donc sous le signe de la transition que s'est déroulée la treizième année d'existence de notre programme. Cette phase transitoire aura préparé le renouvellement des infrastructures du programme et de l'organisation administrative. C'est également avec un intérêt renouvelé qu'il y a lieu d'envisager le devenir de l'Office et de son programme dont l'importance socio-économique est réaffirmée.

The thirteenth year of the Program has thus been a transitional year. It has prepared the groundwork for the revision of the infrastructures and administrative organization of the Board. We are also looking to the future of the Board and the Program with renewed interest. The socio-economic importance of the Program has been re-asserted.

Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers Income Security Program

ᐧᑐᐦᐅ ᓃᔮᐤ ᐁ ᓇᓇᑲᒋᐦᐊᑲᓄᒡ

Administration du programme

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris est composé de six membres dont trois sont nommés par l'Administration régionale crie et trois par le Gouvernement du Québec. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de leur nomination, qui désignent chaque année et alternativement le président et le vice-président. En 1988-1989, la nomination du président a été faite par le Gouvernement du Québec et celle du vice-président par l'Administration régionale crie.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q. c. S.3-2 tel que modifiée par 1988, chapitre 60).

Administration of the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board is composed of six members. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for the nomination of three of the members. The duration of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. Moreover, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members named by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1988-1989, the appointment of the Chairman was made by the Government of Québec and that of the Vice-chairman by the Cree Regional Authority.

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the Act respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q. c. S.3-2 as modified by 1988, Chapter 60).

ᐧᑐᐦᐅ ᓃᔮᐤ ᐁ ᐱᒪᐱᐦᐊᑲᓄᒡ

ᒋ·ᑖᔅᒡ ᐋᓂᔑᒡ ᐧᑐᐦᐅ ᓃᔮᐤ ᐅᒡᒫᐤᐅᒡ᙮ ᓂᔅᔫ ᒫᒃ ᐁᐤᒥᑦ ᒋᕓᒃ ᑎᐸᐦᐱᒐᒋᒡ᙮ ᓂᔅᑐ ᑮᔮ ᐃᔮᐤ ᑎᐸᐦᒥᒐᔑ᙮ ᓃᔮ ᒫᒃ ᑲ·ᐋᔮᐱᒥ-ᒌᒡ ᐁᐤᑦ ᑯᐃᔅᑎᕓᒡ ᐅᔦᓀᑎᒡᐃ ᔦᑮᔮ ᑕᐤ ᑯᐃᔅᐱᔅ ·ᐃᒥᐦᐃ·ᒑᒡ ᐃᐤᑕ ᐧᑐᐦᐅ ᓃᔮᐤ ᐁ ᐅᒡᒫᐤᓇᓂ·ᐋᒡ᙮ ᒪᒥᔅᒋᒡᑲᑐᒡ ᒌᔐᒋᒡ ᐱᔦᐤ ᐅᒥᑦ ᒋᕓᒃ ᑎᐸᐦᒥᒐᔑ ᑮᔮ ᐃᔦᐤ ᐅᑦ 1988-1989 ᐁ ᐹᐳᒡ ᒋᕓᒃ ᑎᐸᐦᒥᒐᔑ ᒥ ᐅ·ᒑᔦᐱᒪᐤ ᐃᐤᐸ ᑯ ᓂᑲᐤᔅᑫᒥᑦ ᐁᒋ ᐃᔦᐤ ᑎᐸᐦᒥᒐᔑ ᑲᒥ ᐅᑎᓇᐤ ᐃᐤᐸ ᑯ ᐦᐅᒡᑕᒡᒋ-·ᒑᐹᒡ ᑲ ᓂᑲᐤᔅᑫᒥᑦ᙮

ᐧᑐᐦᐅ ᓃᔮᐤ ᐅᒡᒪᐤᒡ ᒪᐃᒎ ᑮᐤ·ᐸᐱᑎᒡ ᑲᔮ ᐁ ᐃᑕᐱᑦᔑᒡ ᑮᔮ ᒪᐃᒎ ᑮᔅᐦᐅᒡ (ᐅᑕᐱᑎ-ᔑ·ᐃᐤ·ᒑᐤ) ·ᐊᔅ ᒥᔑᓇᑎᔦ ᐃᐤᑌ ·ᐃᒥᐦ-ᐃ·ᒑᐤᐤ·ᐃᒎ ·ᒌᐤᐤ᙮ ᑕᒃᐦᐅᒋᒡ ᒪᒃ ᐃᔦᐤ ᐧᑐᐦᐅᓃᒡ ᑮᔮ ᐧᑐᔦᓇᔑᒡ ᐃᐤᑌ ᐁᒥᔑᓇ·ᔑᒡ ᑯᒥᔅ ᐯᐃ ᑮᔮ ᑎᒪᐱᔑᒡ ᒋᕓᒃ ᓂᔅᒋᒎᓀᔦ᙮ (ᑲᐦᐊᒥᑕᑲᓀᒡ 1988 ᐱᔅᑮᑕᔑᐤᐦᐃᑳᐤ ᒋ·ᑖᔑᑎᓈ)

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme.

The Board, within its mandate, is responsible for the review of Program operations and the procedures established therefore, the evaluation of results, the examination of demands and complaints, the estimation of costs and the preparation of budgets. For such purposes, it has certain regulatory powers both for its internal management and the establishment of administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program.

Pour remplir ce mandat, l'Office a quinze employés à son service, dont neuf travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Ste-Foy. Les employés de l'Office, en majorité des Cris de la Baie James, ne sont pas membres de la Fonction publique. L'Office fixe par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employé(e)s. Nous avons inclus en annexe la liste des employés au 30 juin 1989.

To fulfill its mandate, the Board has fifteen employees, of whom nine work in the various Cree villages and six at the head office in Ste-Foy. The majority of the employees of the Board are James Bay Crees and none of them are members of the Civil Service. The Board determines by regulation the staff requirements, remuneration standards and skills, and other conditions of employment of its employees. We have included in annex the list of employees as at June 30, 1989.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature. L'Office est donc entièrement subventionné par le gouvernement. Les états financiers vérifiés pour l'année 1988-1989 sont reproduits à la suite du présent rapport. Les dépenses totales au 30 juin 1989 se sont élevées à 12 827 789 $ soit 12 156 042 $ en prestations et 671 747 $ en fonctionnement. Les coûts d'administration tant pour le siège social que pour les huit bureaux locaux représentent 5,24 % des dépenses totales.

The sums required for the payment of benefits to the Cree hunters and trappers and for the operating costs of the Board are voted annually by the National Assembly. The Board is thus entirely funded by the Government. The audited financial statements for the year 1988-1989 are reproduced at the end of the present report. As at June 30, 1989, expenses totalled 12 827 789 $, including 12 156 042 $ in benefits and 671 747 $ in operating expenses. Operating expenses connected with the head office and the eight local offices represent 5,24 % of the total expenses.

Le résumé des règles du programme

L'origine du programme de sécurité du revenu pour les chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975 entre les gouvernements du Québec et du Canada, Hydro-Québec, la SDBJ, la SEBJ, les Cris et les Inuit. Mis sur pied officiellement en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris. Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation [1] comme mode de vie. La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité et le calcul des prestations.

Les conditions d'admissibilité permettent d'identifier les personnes pour qui la pratique de la chasse, de la pêche et du piégeage constitue l'activité principale, et les règles de calcul des prestations assurent une garantie de revenu basée avant tout sur l'effort individuel.

Summary of Program rules

The origin of the Cree hunters and trappers Income Security Program is found in the James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, between the Governments of Québec and Canada, Hydro-Québec, JBDC, JBEC, the Crees and the Inuit. Officially established in 1976, it has as its main objective to allow the continuation and survival of a traditional lifestyle by ensuring, among others, an income guarantee to Cree hunters and trappers. It is aimed at Crees residing in Québec who practise harvesting activities [1] as a way of life. The present section summarizes the main rules both for eligibility and calculation of benefits.

Eligibility criteria were designed in order to identify persons for whom the practice of hunting, fishing and trapping constitutes a main activity, and the rules for the calculation of benefits try to ensure a guaranteed income based essentially on individual effort.

ᐊᔑᓇᑯᒡ ᓐᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᐁ ᐱᒪᐱᐦᐊᑳᓅᐤ

ᒣᒥᐢ ᐯᐃ ᑭᔮ ᐊᑎᒪ ᐱᓯᒡ ᑯᐯᒃ ᓂᐢᑯᒍᓐ ᑲ ᒥᓯᓐᐦᐅᓯᒡ ᑯᐯᒃ ᒥᐢᑎᐯᐃᐦᒥᒣᓯ (ᐅᑕᐧᐊ) ᑭᔮ ᐦᐊᐃᐤᑐ ᑯᐸᒃ ᑭᔮ ᐊᓐᒥ ᐅᐢᑯᑌᒪᒪᓯᒡ ᑭᔮ ᐃᔦᒡ ᑭᔮ ᐃᐢᒥᒪᓐᒡ 11 ᑭᐢᑭᑎᓐ ᐱᓯᒡ 1975 ᐊᑯᐤ ᐧᐁᒥᐱᐤ ᐊᓂᔮ ᐅ ᓐᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᑎᐧᐁᒡ 1976 ᑲᑕᐤ ᓐᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᒥᐃᑕᐱᑎᓯᓐ ᐊᓐᐤ ᒣᒥ ᐅᒥᐱᐤ ᐁ ᑲᓅᐊᐱᑕᑲᓅᒡ ᑭᔮ ᐁᐧᐃ ᒪᒪᒥᑯᓂᑲᓅᐤ ᐧᐊᐢᑭᒡ ᐃᔦᓐᒡ ᑲ ᐃᐢᐯᒥ ᐱᒪᒡ ᐦᐅᐤ᙮ ᑭᔮ ᒪᐤ ᐊᓐ ᓂᔮᓐ ᒣᒥ ᐎᒡ ᐦᐃᑯᒡ ᐊᓐᒥ ᓐᑐᐦᐅᓐᒡ ᐁᐧᐃ ᐱᒪᒡ ᐦᐅᒡ᙮ ᒍᐤ ᑯᐯᒃ ᐃᐢᒥᒡ ᑲᑕᒡ ᑭᔮ ᐁ ᓐᑐᐦᐅᓇᓅᐃᒡ ᐁ ᐎ ᐅᒡ ᐱᒪᒡ ᐦᐅᒡ (1) ᑭᒥ ᒥᔮᑲᓅᐃᒡ ᐊᓂᔮ ᓂᔮᓐ᙮ ᐊᑯᐤ ᒪᑎᒥᓯᓇᑌᐤ ᐊᓐ ᐁᑲᓅᐊᐱᑕᑲᓅᐤ ᐊᐧᐊᓐ ᒪᔮᑲᓅᐤ ᑭᔮ ᑕᓐ ᐃᐢᐱᐢ ᒣ ᒥᔮᑲᓅᐤ ᐊᓂᔮ ᓐᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ᙮

ᐊᐧᐋᓐ ᐁᐧᐃ ᐊᐱᒥᐦᐊᒡ ᓐᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᔮᐃᑌ ᐄᓇᑌ ᓐᑐᐦᐅᓐᒡ ᓐᑐᒪᓯᓇᓐᒡ ᑭᔮ ᓐᑐᔮᓇᐅᐧᓐᐤ ᐅᐢ ᒥᑭᐧᐃᐱᒪᒥᐦᐅ᙮ ᓯᒃ ᐁᑯᒥᑕ ᐧᐊᓐ ᐁᐧᐃᒥᐦᐃᓯᐤ ᐁᓐᑐᐦᐅᐤ ᐁᑯᓐ ᑭᔮ ᑫᐧᐊᐱᑕᐧᑲᓅᐤ ᐃᐢᐱᐢ ᒥᔮᑲᓅᐤ᙮

---

1. "Activités d'exploitation" comprennent la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires y compris la fabrication ou réparation de matériel; la préparation; l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

1. "Harvesting activities" include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of materials; preparation; upkeep of traplines; treatment, transportation and selling of products of these activities; making of handicrafts; management of the fauna, travelling, etc.

1 ᐁ ᓐᑐᐦᐅᓇᓅᐃᒡ ᐊᔑ ᒥᐱᔨᒡ ᒪᐧᑳᔦ ᐊᐅᑯᓐ ᑲ ᐃᓇᓅᒡ ᓐᑐᐦᐅᓐ, ᓐᑐᒪᐢᐅᓐ ᑭᔮ ᓐᑐᔦᓈᐅᓐᐧᑭᔮ ᐃᓐ ᒥᓯᐧᐋ ᒪᐧᑳᓐ ᐁ ᐃᑕᐱᑎᒡ ᐁ ᐅᔑᑕᑲᓅᒡ ᑭᔮ ᐃᓐ ᐁ ᔮᐢᑯᐧᐃᐤ ᐊᐧᐋᓐ ᑭᔮ ᐁ ᐅᐢᑕᐤ ᐃᓐᑌ ᒣᒥᐦᐃᑕᐤ ᑭᔮ ᐁ ᑕᐧᐋᐤ ᐊᐧᐋᓐ ᐅᑎᐧᔮᓐ ᑭᔮ ᐁ ᐅᔑᑕᐤ ᒪᐧᑳᔦ ᒣ ᒥᒪᑭᐤ ᐁ ᓐᑐᐦᐅᐤ ᑭᔮ ᐃᓐᐸ ᐁ ᐱᐸᒪᐱᑕᐤ᙮

Pour être admissibles, les chefs d'unité de bénéficiaires ou de famille doivent consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

To be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time in the practice of traditional activities than in wage employment and the Program requires a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application for enrollment. Consequently, it creates a qualification year during which no benefits are paid.

Les chefs de famille doivent par la suite rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver leur admissibilité. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles (e.g. maladie) qui ont empêché le chef de qualifier l'unité.

The heads of the beneficiary units must meet the same requirements each year in order to be eligible for the following year. Certain exceptions are provided in unusual cases, such as illness, which resulted in the head being unable to qualify the unit.

L'admissibilité est donc fonction des activités du chef de la famille, c'est-à-dire le bénéficiaire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble de l'unité de bénéficiaires.

Eligibility is thus related directly to the activities of the head of the family who is defined as the Cree beneficiary who, taking into account native customs, is considered to provide for the needs of his family, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, the calculation of benefits takes into consideration all the members of the beneficiary units.

Les objectifs du programme se reflètent également au niveau du calcul des prestations qui sont avant tout fonction des activités d'exploitation puisque la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité. Par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

The method used in the calculation of benefits payable also reflects the objectives of the Program. Benefits paid are primarily function of harvesting activities, since the major part of the monies paid takes into account the number of days spent in the bush by the adult members of the family. Consequently, income of families of the same size may vary.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est versé pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation ou activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1988-1989, l'allocation journalière était de 31,99 $ pour un maximum possible de 7 678 $ par adulte.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du montant de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. Tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenu ou salaire, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme sont considérés comme revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des bénéficiaires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme.

The calculation of benefits takes into account the following parameters: the amount of time spent in hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family. The calculation of benefits is made in two stages. Firstly, an amount of money is paid for each day spent in the bush by the head and the consort in the practice of harvesting or related activities. The Act provides a maximum of 240 days payable per adult. In 1988-1989, the per diem was 31,99 $ for a possible maximum of 7 678 $ for each adult.

Secondly, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit may be added to the per diem. The rates used for this calculation are found in Table 6. From this amount, 40 % of the net income and 100 % of old age pension benefits must be deducted. All income and salaries of the members of the unit are considered as income including the per diem paid under the Program.

Even though the basic rule requires that the practice of harvesting activities constitute a way of life for the beneficiaries, they may participate in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis which allows them to add to their income. The beneficiary may not, however, do the opposite; he or she cannot maintain a regular employment and supplement his or her income with Program benefits.

ᐁ ᐅᔑᑕᑲᓈᒡ ᑎᑉᐦᐊᒪᑐᐤ ᐊᐅᒃ ᒪᐧᑳᐤ ᑲᓇᐧᐋᐱᑕᑲᓈᒡ ᒌᐤ ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᐧᑐᐦᐅᑉ ᐊᐧᐋᐤ ᐧᑐᒪᔅᑉ ᑮᔦ ᐧᑐᔦᓈᑉ; ᒌᐤ ᐊᔅᐱᔅ ᐅᑎᓲᒡ ᐊᐤᑉ ᐸᐃᒃ ᐱᐳᐤ ᑮᔦ ᒌᐤ ᐊᑎᔑᒃ ᐊᐧᐋᐤᒥ ᐊᐤᑉ ᐸᐃᒃ ᑕᓇ.
ᓂᓲᔮᒡ ᒫᒃ ᐃᔅᐱᔦ ᐄᐤ ᐧᐋᔑᑕᑳᓈᒡ ᑎᑉᐦᐊᒪᑐᐤ. ᓂᔅᑌᒡ ᐁ ᑮᓇᐧᐋᐱᑕᑲᓈᒡ ᐊᑯᐤ ᑎᑉᑐ ᒥᔑᑳᐤ ᑕᑉᐦᐃᑲᓇᐧᐃᑉ ᒥᓱᐧᐋ ᒥᔅᐃᔦᐤ ᐄᐤᑌ ᐧᑐᐧᐱ ᐁᒥᑕᒡ ᐯᔦᑯᑌᓇ ᐁᒥ ᓂᑐᐦᐅᒡ. ᑎᑯᐤ ᒎᒃ ᐧᐃᓲᐧᐋᐤ ᐁᑲ ᐅᔅᑌ 240 ᑎᑉᑐ ᐧᑐᐦᐅ ᒥᔑᑳᐤ ᒣᒥ ᑕᑉᐦᐃᑲᓇᐧᐃᒡ ᐯᔦᑯ ᒥ ᔑᐃᔮ ᐯᔦᑯ ᐁ ᐸᐸᓅᔅ. ᐅ ᑲᐸᐸᒡ 1988-1989 31,99 (ᓂᔅᑐᒥᑎᓈᓅᓲᐤ ᑎ)ᒥ ᒥᔦᑲᓇ ᐯᔦᑯ ᒥᔑᐃᔦ ᐯᔦᑯ ᒥᔑᑳᐤ ᒪᒍ ᒫᒃ ᒪᐅᒡ ᒥᔅᑎᐦᐃ ᐁ ᒥᔦᑳᓈᑉ ᐯᔦᑯ ᒥᔑᐃᔦ 7678 (ᓃᐧᓵᔅᒡ ᒥᔑᒥᑎᓈ ᑯᐧᒌᓲᒥᒌᐦᑐᒥᑎᓈ ᓃᐧᓵᓲᒥᑎᓇᔦᔦᓂᐤ) ᒥ ᐃᔅᐱᓵᔮᒡ.

ᐃᐧᐋᒡ ᒉᔦᑲᓇᑉ ᐧᑐᐦᐅᓯ ᒥᔦᑲᓇᑉ ᐅᓂᑐᐦᐅᒥᔑᑲᒡ ᒌᐤ ᐁᒥᔑᑐᐤ ᐯᔦᑯᑕᓇ ᑲᓇᐧᐊᐱᑳᑲᓇᐧᔦᐃᐧᐋᒡ. 5 ᑲᐃᒥᔅᑌᑉ ᑲᒥᓲᓇᑕᑉ ᐊᑯᑉ ᒥᐧᐊᐱᑕᒪᒃ ᒌᐤ ᐃᔅᐱᔅ ᒥᔦᑲᓇᐧᐄᒡ ᓇᓇᑯ ᐁᐃᑎᔑᒡ ᐯᔦᑯ ᑖᓇ. ᐅ ᐯᔦᑯ ᑕᓇ ᐁ ᐃᑎᔑᓇᓲᑐᐤ ᑲ ᐃᔑᐤᑲᑌᒡ 40 ᐯᑉᓴᐤᑉ ᐁ ᐃᓇᓇᒡ ᐃᔅᐱᔅ ᐊᒍᓂᑲᓇᔦ ᐊᒥ ᑮᔅᑕᒪᓲᒡ ᓲᔦᐤ ᑮᔦ 100 ᐯᑉᓴᐤᑉ ᐁ ᐃᓇᓇᒡ ᐊᒍᓂᑲᓇᔦ ᐄᐤ ᒥᔑᐃᔦᐤ ᓲᔦᐤᔦᐱᒡᐦᐊᑉ. ᐃᐤ ᐊᒍᓇᑮᓈᑉᐦᐅᐤᑐᐦᐅ ᓲᔦᐤ ᒥᓲᐧᐊ ᑲᓇᐧᐊᐱᒪᑮᓇᐧᐃᒡ ᒌᐤ ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᑮᔅᑕᒪᓲᒡ ᓲᔦᐤ ᐁ ᐊᐱᑎᓲᒡ ᑮᔦ ᒌᐤ ᐁᔅᐱᔦᑉ ᐦᐅᐤᑐᐦᐅ ᒥᔑᑲᐧᐋᐤ.

ᐊᑎᒪᒃ ᐊᑮᓇᐧᐊᐱᑕᑮᓇᑉ ᓂᔦ ᐧᑐᐦᐆᓂᑉ ᐁᐧᐃ ᐅᑕᒥᐦᐅᑉ ᐃᐤ ᔦᐱᒥᐦᐊᒡ ᐧᑐᐦᐅ ᓲᔦᐤ ᐊᐱᒡ ᑮᒥ ᐧᐃᒥᐦᐃᐧᐋᐤᐊᐱᑎᓲᐧᐃᓂᔦ ᐁᐦᐃᑕᑯᓂᒡ ᐦᐁᐦᐊᐱᑎᓲᑉ ᐧᐄᐃᐱᔑᔅ ᑐᐧᐄᔅ ᐁᐧᐃ ᐃᒥᐦᐋᑉ ᐊᓲᔦᓂᒡ. ᓂᒍᐧᐃ ᒎᒃ ᐧᑑᔅᑕ ᑮᒥ ᑐᑕᒡ ᐊᐧᐋᐤ ᐁᔦᑉ ᐊᐱᑎᓲᐧᐃᓂᔦᒪᔑᑯᒡ ᒥᔑᑳᐤ ᐁ ᐊᐱᑎᓲᑉ ᒣᒥ ᒥᔦᑫᓈᑉ ᑮᔦ ᐧᑐᐦᐅ ᓲᔦᐤ ᑐᐧᐃᔅ ᐁᐧᐃ ᐃᒥᐦᐊᑉ ᐊᓲᔦᓂᒡ.

Puisque le programme s'adresse spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel et tente de leur assurer une garantie de revenu en fonction de ces activités, il ne permet pas le cumul avec un programme fédéral ou provincial d'aide sociale.

Because the Program is designed specifically for persons who pursue a traditional way of life and tries to ensure an income guarantee based on these activities, it does not allow the combination of benefits paid thereunder with those of federal and provincial Social Aid Programs.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1er septembre, 1er janvier, 1er avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs. Par exemple, ceux-ci quittent habituellement les villages au début de l'automne pour rejoindre les terrains de piégeage et y reviennent soit en janvier, soit au printemps. L'automne et le printemps sont consacrés à la chasse à l'oie alors que l'été, les chasseurs et piégeurs s'installent dans les villages. Les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité des bénéficiaires sont dans leur communauté respective.

The benefits are calculated on an annual basis and paid to the beneficiaries in four installments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of the hunters and trappers. For example, they usually leave the villages in early autumn to go to their hunting grounds and return to the communities in January or in the spring. Fall and spring are periods spent in goose hunting, while during summer the hunters and trappers usually settle in the villages. The payments are thus made at periods when most of the beneficiaries are in their respective communities.

Ceci constitue un résumé des principales règles du programme. La prochaine section traite des modifications récentes apportées suite à la signature de la Convention complémentaire no 8.

After this brief summary of the main rules of the Program, the next section will deal with recent amendments following the signing of Complementary Agreement no 8.

Les modifications au programme

En septembre 1988, le Gouvernement du Québec et l'Administration régionale crie ont signé un accord, la "Convention complémentaire no 8", visant à modifier le programme. Les termes de cet accord ont été repris dans la Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (1988, chapitre 60).

Program modifications

In September 1988, the Government of Québec and the Cree Regional Authority agreed to "Complementary Agreement no 8" to modify the Program. The terms of this agreement were reproduced in the Act to amend the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (1988, Chapter 60).

Les changements couvrent plusieurs aspects et visent, entre autres, à impliquer directement la population crie dans l'administration du programme, particulièrement au niveau de l'établissement de critères d'admissibilité.

These changes cover many aspects of the Program. One of the objectives was to involve the Cree population directly in the administration of the Program, particularly with respect to the establishment of eligibility criteria.

La loi prévoit maintenant la possibilité pour les communautés cries de mettre sur pied des comités locaux composés de chasseurs et piégeurs qui sont ou ont été bénéficiaires du programme. Ces comités ont la responsabilité de dresser la liste des personnes "qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté".[2]

The Act now provides the possibility for Cree communities to establish local committees composed of hunters and trappers who are or have been beneficiaries of the Program. The main responsibility of these committees is to establish a list of persons "who, according to the community customs, are practising harvesting and related activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community". [2]

Une fois cette liste dressée, les bénéficiaires de la communauté sont alors assujettis à une condition additionnelle d'admissibilité. Le nom du chef de l'unité doit apparaître sur la liste pour que l'unité de bénéficiaires puisse faire une demande de prestations.

Once the list is established, the beneficiaries from this community are then subject to an additional eligibility criteria. The name of the head of the beneficiary unit must appear on the list for the unit to be able to make a request for benefits.

Cette nouvelle disposition vise à assurer un meilleur contrôle tout en impliquant directement la communauté dans ce processus. Il revient aux chasseurs et piégeurs eux-mêmes d'identifier les personnes qui pratiquent un mode de vie traditionnel.

The objective of these new provisions is to better control the Program while involving the community directly in the process. The hunters and trappers have the responsibility of identifying persons who practise a traditional way of life.

Un des changements majeurs prévu est l'introduction de dispositions touchant le versement de prestations de maternité dans les cas où une femme ne peut participer aux activités d'exploitation en raison de sa grossesse ou des soins à donner à son enfant. Dans ces cas, un certain nombre de jours sera considéré comme congé de maternité afin de compenser en partie pour la perte de revenus. Les modalités doivent être déterminées par règlement.

One of the main changes has been the inclusion of provisions dealing with maternity benefits in cases where a woman is unable to participate in harvesting activities because of her pregnancy. In these cases, a number of days will be considered as maternity leave in order to partially compensate the loss of income. The modalities will be determined by regulation.

2. Article 31.1 de la Loi.

2. Section 31.1 of the Act.

2

Différentes modalités du calcul des prestations ont également été modifiées de façon à mieux adapter le programme à la réalité actuelle, et dans certains cas afin de corriger des lacunes apparues au cours des années. Par exemple, dans le cas où le conjoint reçoit des prestations d'assurance-chômage, des allocations de formation professionnelle ou une indemnité à titre de remplacement du revenu, l'unité de bénéficiaires ne pourra percevoir pour la période couverte par ces paiements, le montant de l'allocation journalière pour les jours passés dans le bois par le conjoint. Avant cet amendement, le conjoint disqualifiait également le paiement de l'allocation journalière pour les jours passés dans le bois par le chef.

D'autres changements ont également été apportés. Par exemple, il est dorénavant possible à la demande du conjoint de diviser le versement de prestations entre le chef et le conjoint. Auparavant la totalité du montant était versée au chef.

L'Office a, au cours de l'année 1988-1989, travaillé à l'actualisation de ces changements, entre autres, en déterminant par règlement les critères et modalités d'application des modifications prévues. Ces règlements entreront en vigueur après avoir été approuvés par le gouvernement. L'Office a, conjointement avec le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, entrepris l'incorporation de ces modifications au programme informatique. Selon les objectifs que l'Office s'est fixé, tous les changements devraient être actualisés au cours de l'année 1989-1990.

Modifications have also been made to various aspects of the calculation of benefits in order to better adapt the Program to the present context and, in certain cases, to correct deficiencies that have appeared during the years. For example, when the consort is in receipt of unemployment insurance benefits, manpower allowances or income replacement indemnity, days spent in the bush by the consort during the periods covered by these payments will not be payable to the beneficiary unit. Before the amendment, days spent in the bush by the head during the time the consort was receiving these payments were also not payable.

Other changes have also been made. For example, it is now possible, at the request of the consort, to divide the payment of benefits between head and consort. Previously, the total amount was paid to the head.

During the year 1988-1989, the Board has worked to implement these changes, including the determination by regulation of the criteria and modalities of application of these amendments. Once adopted by the Board, the regulations have been submitted for the approval of the Government. Moreover, the Board jointly with the Department of Manpower, Income Security and Skills Development, has started the process necessary to incorporate these modifications to the computer program. The objective of the Board is that all changes be operative during the year 1989-1990.

ᒥᔮᐢᑐᑕᑳᓐ ᑮᔮ ᐄᐦᑌ ᐁᑎᐱᒥᐢᑕᑳᓐᐠ ᑐ ᐦᐄᐢ ᒉᒥ ᒥᔦᓇᑯᓂᐠ ᐄᐦᑌ ᐁ ᑎᐠᐦᐊ-ᒪᒉᓐᐧᐃᐠ ᐁᐧ ᐃ ᐧᐃᔮᐢᑐᑕᑳᓐᐧᐃᐠ ᑳ ᐦᐃᐢᐧᑳᐢᑐᐦᐃᐧᐋᐠ ᐄᐦᑌ ᐃᐢᐦᐅᑕᐠ᙮ ᐯᔮᐠ ᐁᒥᓈᑯᐠ ᐁᒥᐦᐅᐢᔫᐦᐧᐄᐧᐋᐠ; ᐅᐧᐃᒥᒪᑭᐦ ᐊᐧᐊᐦ ᐁ ᐅᑎᓇᐦᐃᐠ ᓂᔮᐦ ᐃᐦᑌ ᑲᐳᐧᑳ-ᓀᑮᔅᒡ ᐁᐦᐃᑎᑯᓂᐠ ᓂᐢᑕ ᐊᒥᔐᔦᐃᐢᑯᓐᐠ ᓂᐢᑕ ᐁᐧᐃᒥᐦᐊᑮᓐᐠ ᐃᐦᑌ ᐦᐊᐱᑎᓯᐦᓂᔮᐦ ᐧᐁᐦ ᐁᒥᔮᑮᓈᒪ, ᓇᒎᐧᐄ ᐋᒥᐦᐅᑎᓯᐦᒡ ᐅᓇᐯᒡ ᓂᔦ ᐦᐋᐠ ᔖᐱᐢᑯᐦ ᐁᓂᑐᐦᐅᒡ᙮ ᒎᔦ ᐅᒥ ᐅᒥᓯᐦᐦᐊᑳᓐᐠ ᐅᓇᐯᒡ ᓀᑐᐦᐅᒡ ᓇᒎᐧᐄ ᐋᒥ ᑎᒡᐦᐊᒍᐧᐋᑮᓂᔦᐦ ᐦᐋᐠ ᐁᐦᐃ-ᔦᐃᐠ ᓂᑐᐦᐅ ᒥᔑᑳᐦ᙮

ᔮᑕᐠ ᒥᐦ ᒫᐧᑳᐦ ᐁᒥᐧᐄᔮᐢᑐᑕᑳᓐ᙮ ᐋᐧᔫ ᔐᐢ ᐁᐦᐄᑐᑕᑳᓐᐠ ᑯᐧᔫᒥᐢᒪᒎᐄᐠ ᐊᐧᐋᐦ ᐅ ᐧᐄᒥᒪᑳᐦ (ᐧᐄᒥᒥᔒᐃᐢᐧᑳᐢ) ᒉᒥ ᒪᑎᐧᐋ-ᐱᑕᐧᐄᑲᓐᐧᐄᒡ ᓂᔮ ᓂᔮᐦ ᓯᐦᐃᑲᓂᔦ᙮ ᐯᔮᐠ ᒉᒥ ᐄᔮᐠ ᐃᐦ ᓂᑲᓐᐢᑯᐧᐋᐠ ᐯᔮᑌᓐ ᑮᔮ ᐯᔮᐠ ᓇᔮ ᐅᐧᐄᒥᒪᑳᐦ᙮ ᓂᐢᑌᒡ ᐃᐦ ᑲᓂᑲ-ᓐᐢᑯᐧᐋᐠ ᐯᔮᐠᑌᓐ (ᓇᐧᐐᐦ) ᒍᐦᐧᐄ ᒥᒥ-ᓯᓇᓯ ᐃᐦᔦ ᓂᔮᐦᓯᐦᐃᑲᓂᔦ᙮

ᐅᒫᐠ 1988-1989 ᐦᑐᐦᐅ ᓂᔮᐦ ᐅᒥᒪᐦᒡ ᒥᐢᑌᐦᐃ ᒥᐦᐊᐠᐱᐠᓯᑮᔖᒡᒡ ᐧᐄᓯᐧᐁᐅᓇᐠ ᒉᒥ ᐃᐢᒪᔮᐱᔦᐄᐠ ᐦᑐᐦᐅ ᓂᔮᐦ ᐅᒥᒪᐦᒡ ᐧᐄᓯᐧᐋᐦᓯᐦᐦᐃᑲᐦᒡ ᒉᒥ ᐃᔑᓇᑯᑕᐠ ᐅᒪᓯ-ᓇᐦᐃᑲᐦᐧᐋᐦ ᒥᐦ ᑯᐯᐠ ᑎᐸᐃᐦᒥᒪᓯ ᑲᔮ ᒉᐧᐄᓂᐢᑯᒍᐠ᙮ ᒫᐠ ᔅᐢ ᐦᑐᐦᐅ ᓂᔮᐦ ᐅᒥ-ᒪᐦᒡ ᐁᐧᐄᒥᐦᐃᒎᒡ ᑲᓂᑲᐦᐢᑳᐧᐋᐠ ᐊᐱᑎᓯ-ᑮᔮ ᐧᐄᒡ ᐦᐃᐧᐋᐅᓂᔦ ᑮᔮ ᐊᐱᑎᓯᐅᓂᔦ ᑲ-ᒥᐢᑯᑕᒥᒡ ᐃᐦᑌ ᑯᐯᐠ ᑎᐸᐃᐦᒥᒪᓯ ᐁᐦᐃᔖᐠ ᔅᐢ ᒥᒪᒥᐢᑕᐦᒡ ᒉᒥ ᒥᔮᐱᐄᐠ ᐅᔦ ᑲᐧᐄ-ᔦᐢᑐᑕᒡ ᐃᐦᑌ ᒉᒥ ᔅᐢ ᐊᐱᓯᒥᒎ ᐄᐦ ᑯᒡ-ᐱᐅᑌᐠ ᐁᐃᔖᐠ᙮ ᐧᐄᒎᒥᑕᐦᒡ ᔅᐢ ᒉᒥ ᒥᔮ-ᐱᐠ ᒪᐢᐧᐋ ᒫᐧᑳᐦ ᐅ ᐁᐱᐳᒡ 1989-1990᙮

Activités de l'année 1988-1989

Activities for the year 1988-1989

ᑕᓐ ᑲ ᐃᔅᐱᑦ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᐅᑦ 1988-1989

Participation au programme

Les Cris font partie des communautés suivantes: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui et Némiscau. La population totale au 23 août 1989 était de 10 448 personnes. De ce nombre, 9 671 étaient considérées comme résidents du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

Pour l'année 1988-1989, 1 217 unités de bénéficiaires étaient inscrites au programme pour un total de 3 372 personnes, soit environ 35 % de la population résidante. Les Tableaux 1 et 2 illustrent cette participation par communauté.

Participation in the Program

The Cree are members of the following communities: Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui and Nemaska. The total population, at August 23, 1989, was 10 448 persons. From this number, 9 671 were considered as residing in the James Bay Territory, i.e. the region convered by the James Bay and Northern Québec Agreement.

For the year 1988-1989, there were 1 217 beneficiary units enrolled in the Program for a total of 3 372 persons, representing approximately 35 % of the population residing in the territory. Tables 1 and 2 illustrate the participation by community.

ᑲ ᐊᐱᒥᐦᐋᓪ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ

ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᐃᔨᔫᒡ ᑲᑕᒥ ᐊᐱᓪᐦᐊᐤᓪ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᐯᒥ ᐃᐦᑌ ᐯᔮᐤ ᐁ ᐃᑎᑎᓂᐃᓪ ᐃᔨᐤ ᐃᑖᐦᐅᓐ: ᒥᔅᑎᓯᓂ, ᒋᓵᓰᐱ, ᐙᔅᑳᐦᐄᑲᓂᔅ, ᐙᔅᐙᓂᐱ, ᐧᐄᒥᓐᒥ, ᐃᔅᒣᓐ, ᐙᐱᒫᑯᔅᑐᐄ ᑭᔮ ᓂᒥᔅᑳᐤ. ᐅ ᐅᐦᐸᐦᐆᐲᓯᒻ 23, 1989, 10448 ᒥ ᐃᑎᔑᐤᒡ ᒫᒃ ᓂᔮᐤᓈᓅᐤ ᐁ ᐃᑐᑕᐅᓯᒻ ᐃᔨᐤᒡ. ᓂᔮ ᒫᒡ ᐁ ᐃᑎᔑᒡ 9671 ᐧᐃᔫᐤ ᒫᒡ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᐃᔅᒋᔨ ᑲ ᑕᐤᐦᐅᑯᒡ ᒉᒥᔅ ᐯᐃ ᑭᔮ ᐃᑎᓚ ᐱᓯᒻ ᑯᐯᒡ ᓂᔅᑯᔫᐤ.

ᐅ ᑲᐱᐳᓪ 1988-1989, 1217 ᒥᐃᑎᔑᒡ ᐯᔮᐤᑌᓈ ᐁ ᒥᓯᓈᓯᓪ ᐃᐦᑌ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᓐ ᐁᐦᐃ ᑕᐦᐃᓪ ᐙᐤᒫᒡ 3372 ᐃᔨᐤᒡ ᐧᐃᔕᐧᐁ 35ᐯᔮᔕᓐᐤ ᐃᔑ ᓇᐧᑑᓐ ᒫᒃ ᒥᓯᐧᐊ ᐃᔨᐤᒡ ᐁᐦᐃᑕᐤᒡ ᒉᒥᔅ ᐃᔅᒋᔨ. ᒋᐧᐊᐱᑌᓈᓅ ᐃᐦᑌ 1 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑌᒡ ᑭᔮ 2 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑌᒡ ᑖᓐ ᐃᔅᐱᔅ ᐧᐁᒥᐦᐃᐧᐋᐤ ᐯᔮᐤ ᐃᑖᐦᐅᓐ.

Jours-personnes

La majeure partie des revenus des unités de bénéficiaires est fonction du nombre de jours consacrés aux activités d'exploitation et activités accessoires, lesquels sont rémunérés sur la base de 31,99 $ par jour par adulte. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours pour l'ensemble des bénéficiaires du programme.

Le Tableau 3 nous indique qu'en 1988-1989, 340 393 jours ont été rémunérés pour une moyenne de 280 jours par unité de bénéficiaires. Cependant, ce tableau ne réfère qu'aux jours pour lesquels une prestation a été calculée. On estime que le nombre de jours effectivement consacrés aux activités d'exploitation se situe aux alentours de 384 655 ce qui représente une moyenne d'environ 316 jours par unité de bénéficiaires. Le Tableau 4 compare par communauté les jours passés dans le bois et les jours payables.

La différence entre le nombre de jours rémunérés et celui des jours effectivement passés dans le bois s'explique, entre autres, du fait que les journées consacrées aux activités d'exploitation en excédent du maximum de 240 jours ne sont pas prises en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un bénéficiaire reçoit un montant ou un salaire pour une journée (e.g. Commission de la santé et de la sécurité au travail, Assurance-chômage, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée.

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in harvesting and related activities. Each day is remunerated on the basis of 31,99 $ per day per adult, and the Act provides a maximum of 240 days payable for each adult. A global limit of 350 000 days is also established under the Program.

Table 3 indicates that in 1988-1989, 340 393 days were remunerated representing an average of 280 days per unit. However, this table refers only to days for which a per diem was calculated. We estimate that the number of days effectively spent in harvesting activities would be closer to 384 655, for an average of 316 days per beneficiary unit. Table 4 compares by community the number of days spent in the bush and the number of days payable.

The difference between the number of days paid and the number of days spent in the bush is explained, among other things, by the fact that the Program stipulates a maximum of 240 days payable per adult. Any day in excess of 240 is not remunerated. Moreover, the Act provides that when a beneficiary receives an income or a salary for any given day (ex: Worker's Compensation, Unemployment Insurance, etc.), the per diem is not paid for that day.

ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ

ᒪᒧ ᐯᔮᐅᑌᓄ ᐁ ᐃᐢᐱᐢᑭᐢᑕᒪᓯᐟ ᓂᔮᐤ ᐅᒥᐱᔦ ᓂᔭ ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ ᐁ ᑎᐸᐦᐊᒧᐧᐊᑲᓄᐧᐃᐟ. ᐯᔮᐅ ᒥᒉᐃᔦᐤ ᐅᑎᓯᐤ 31,99 ᐯᔮᐅ ᒥᒋᑳᐤ ᑮᔮ ᐃᐣ ᐧᐄᓭᐧᐁᐅᐣ ᒪᓯᓇᑖᐤ ᐁᑲ ᐦᐅᐢᑌ 240 ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ ᒉᒥ ᐃᐢᐱᐢ ᐃᔮᐤ ᐯᔮᐅ ᒥᒉᐃᔦᐤ. ᒫᒨ 350 000 ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ ᒪᑎᐧᐊᐱᑕᑲᓄᐧᐃᐟ ᐃᐣᒥ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᐤ ᔮᐱᒥᐦᐊᐟ.

ᒥᐧᐊᐱᑎᓇᓄ 3 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑌᐟ ᐅ 1988-1989, 340 393 ᐁᒥ ᑎᐸᐦᐃᑳᓄᐟ ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ, ᐧᐃᔅᐧᐁ ᒪᐠ 280 ᒥᒋᑳᐤ ᐃᐢᐱᐢ ᒥ ᑎᐸᐦᐃᒧᐧᐊᑭᓄᐧᐁᐟ ᐯᔮᐅᑌᓄ. ᒪᐠ ᐅ ᑲᓯᓇᑌᐤ ᒨᐠ ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐤ ᑲ ᑎᐸᐦᐃᑲᓄᐧᐃᐤ ᐃᔮᐦᐃᒧᒍᐤ. ᐃᑌᐦᐃᑕᑭᓄ ᒪᐠ ᐧᐃᔮᐢ ᒪᐢᑯᐟ 384 655 ᒥᒋᑳᐤ ᒫᒨ ᐁᒥ ᓂᑐᐦᐅᓇᓄᐤ ᐯᔮᐅᑌᓄ ᒪᐠ ᐧᐃᔅᐧᐋ 317ᒥᒋᑳᐤ ᐁᒥ ᓂᑐᐦᐅᐤ. 4 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑌᐟ ᒥᐧᐊᐱᑌᓇᓄ ᑕᐣ ᑎᐤᑐ ᒥᒋᑳᐤ ᓂᑐᐧᐃ ᑲ ᐃᑖᓄᐤ ᑮᔮ ᑕᐣ ᑎᐤᑐ ᒥᒋᑳᐤ ᑲ ᑎᐸᐦᐃᑲᓄᐦᐅᐤ ᐯᔮᐅ ᐃᐳᐳᐤ ᐃᑕᐤᐦᐅᐣ.

ᐄᐣ ᒪᐠ ᐧᐁᒉᑲ ᐯᐃᑯᐣᐟ ᐄᑎᓯᓈᑌᐟ ᐄᐣᔦ ᐁᒥᒋᑳᐟ ᓂᑐᐧᐃ ᐁᒥᑖᓄᐤ ᑮᔮ ᐄᐣᔦ ᐁᒥᒋᑳᐟ ᐁᒥᑌᐤᐦᐃᒉᓅᐤ ᐋᐧᑰᐣ ᑲ ᐃᐢᐱᐤ ᐄᐣᑌ ᐧᑐᐦᐅ ᓂᔮᐣ ᐁ ᒥᓯᓇᑌᐤ ᐁᑲ ᐅᐢᑌ ᒉᒥ ᒥᔮᑭᓄᐤ 240 ᒥᒋ ᑳᐤ ᐯᔮᐅ ᒥᒋᔦᐤ. ᔦᐢᑎᐦᐄᐟ ᐊᐧᐋᐣ 240 ᒥᒋᑳᐤ ᓇᒪᐧᐄ ᑐᐧᐄᐢ ᒥ ᑎᐸᐦᐃᒧᐧᐊᑳᓄ. ᑮᔮ ᒪᐠ ᐃᐣ ᐁ ᒪᓯᓇᑌᐤ ᐧᐄᓭᐧᐁᐅᐣ ᐃᑎᓯᓇᑌᐤ ᒪᐧᑰᐟ ᐁ ᒦᔮᑲᓄᐤ ᓂᐢᑕ ᐁ ᐊᐱᑎᓯᐤ ᐯᔮᐅᑌᓄ ᒥᐢᑯᐟ ᓇᒧᐧᐃ ᒥ ᑎᐸᐦᐃᑲᓄᔦ ᐅ ᐧᑐᐦᐅ ᒥᒋᑳᐟ.

Le Tableau 5 donne la moyenne des jours payables pour les chef et conjoint respectivement. Comme on peut le constater à partir des données sur le temps consacré aux activités d'exploitation, les bénéficiaires du programme constituent effectivement un groupe qui a opté pour un mode de vie axé sur la pratique d'activités traditionnelles.

Table 5 compares the average number of days spent in the bush by the heads and consorts respectively. The information on time spent in harvesting activities indicates that beneficiaries of the Program constitute a group who has chosen a lifestyle based on the practice of traditional activities.

5 ᑲ ᐃᒥᑌᓪ ᒥᐧᐊᐱᑎᓈᓐ ᐧᐃᔅᐧᐁ ᑕᐦ ᐃᔅᐱᔅ ᐁᒥᑕᓪ ᐃᐦᑌ ᓂᑑᐧᐃᑦ ᐃᐦᒥ ᑲᓂᑲᐦ ᓂᔅᑯᐧᐊᓪ ᐯᔦᑌᓐ ᑮᔦ ᐅᐧᐃᒥᒫᑭᐦ᙮ ᐃᐦ ᒫᒃ ᑲᐧᐊᐱᑎᓪᑦ ᒪᓯᓈᑌᒡ ᑖᐧᐁ ᐧᐃᐧᐊᐤ ᒥᒥᐧᐊ ᐁ ᓂᑑᐦᐅᓯᐧᐃᑦ, ᑖᐧᐁ ᓂᑑᐦᐅᐦᑦ ᐁᐧᐃ ᐅᒥᐱᒪᒥᐦᐅᓪ᙮

Prestations accordées

Les prestations accordées aux bénéficiaires pour l'année 1988-1989 totalisent 12 144 535 $ comparativement à 11 924 374 $ l'année précédente. Compte tenu de l'indexation[3] annuelle des montants utilisés pour le calcul des prestations, soit 4,2 %, ceci représente comme pour l'année dernière, une diminution effective des prestations versées à l'ensemble des bénéficiaires. Les Tableaux 6 à 8 indiquent les montants accordés par communauté ainsi que la moyenne de prestations par unité pour chacun des villages cris.

Malgré une augmentation de clientèle et l'indexation des prestations, le total versé en 1988-1989 ne représente qu'un accroissement de 1,85 %.

Amounts granted

In 1988-1989, 12 144 535 $ were granted to the beneficiaries of the Program compared to 11 924 374 $ in 1987-1988. Taking into account the fact that the amounts used in the calculation were indexed[3] by 4,2 % in 1988-1989, this represents in reality a decrease of benefits for the year. Tables 6 to 8 indicate the amounts granted by community as well as the average of benefits per unit for each of the Cree villages.

In spite of an increase in the number of beneficiaries enrolled and the indexation of the benefits, the total amount paid in 1988-1989 represents an increase of only 1,85 %.

ᑎᑉ ᐦᐊᒫᑐᐦ

ᐅᑦ 1988-1989, 12.144 535 ᒥ ᐃᔅᐱᔦ ᒎᔦᐦ᙮ ᐃᐦᑌ ᒫᒃ 1987-1988 ᒨᒃ 11 924 374 ᒥ ᐃᔅᐱᔦ ᒎᔦᐦ᙮ ᐃᐦ 3 ᐊᔑᑯᓪ ᐱᐳᐦ 4 ᐯᑉᔪᐦᑦ ᐁ ᐃᔅᑯᐱᑕᑲᓐᑦ ᒫᓯᐧᐁ ᓚᐧᑲᐦ, ᐅ 1988-1989 ᔦᐱᓪ ᐁᒍᐱᑦ ᑎᑉ ᐦᐊᒫᑐᐦ ᐃᔑᓈᑯᐦ᙮ 6 ᐱᐦᐃᓪ 8 ᑲ ᐃᑎᓯᓈᑌᓪ ᐊᑯᑦ ᓐᑯᑦ ᑕᐦ ᑲᐦᐃᔅᒪᑎᐦᐧᐊᐱᑦ ᒎᔦᐦ ᐯᔦ ᐃᐴᐳᐤ ᐃᐦᑖᐧᐃᐦ ᑮᔦ ᐯᔦᑌᓐ ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᑮᔅᒥᑕᒪᓯᑦ᙮

ᐅᒫᒃ ᐱᔑᔅ ᐁ ᐃᔅᑯᐱᑐᐤ ᐃᐦᒥ ᔦᐱᒥᐦᐊᓪ ᐦᑐᐦᐅ ᒎᔦᐦ, ᐃᐦ ᒫᒨ ᑎᑉ ᐦᐊᒫᑐᐦ 1,85 ᐯᑉᔪᐦᑦ ᐃᔑᓈᑯᐦ ᐁ ᐃᔅᑯᐱᑦ ᐅ 1988-1989 ᐁᐱᐳᑦ᙮

3. L'indexation est fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le régime des rentes du Québec.

3. Indexing is based on the cost of living in Québec, and the rate is established in accordance with the index rate in force for the Québec Pension Plan.

3 ᐃᐦ ᒫᒃ ᐃᔅᐱᔅ ᐃᔅᐱᑕᑲᓐᓪ ᐊᐅᑯᐦ ᑲᓈᐧᐋᐱᑕᑲᓐᓪ ᒥᓯᐧᐋ ᐊᔅᑯᐱᑦ ᓚᐧᑳᐦ ᑮᔦ ᐊᐅᑯᐦ ᐃᔅᐱᔅ ᐃᔅᑯᐱᐦᐊᑲᓐᑦ ᒥᒋᐃᐳᐳᐤ ᒎᔦᐦ ᐁ ᑲᓈᐧᐋᐱᑕᑲᓐᑦ᙮

Certaines conclusions sur l'évolution récente du programme s'imposent à l'étude de ces données. Même si la clientèle augmente légèrement, la participation globale est passée de 44 % à 35 % depuis 1984-1985. Ceci s'explique en partie par l'augmentation de personnes seules comme unités de bénéficiaires, dû surtout à l'inscription des jeunes de 18 à 25 ans.

Certain conclusions on the evolution of the Program over the years may be drawn from these statistics. Even though the number of beneficiaries has increased slightly, the total participation has decreased from 44 % to 35 % since 1984-1985. This can be explained in part by the increase in single persons enrolled as beneficiary units as a result of the enrollment of young adults between the ages of 18 and 25.

	Unités Units	Adultes Adults	Enfants Children	Total Total
1984-1985	1 200	1 874	1 836	3 710
1988-1989	1 217	1 845	1 527	3 372

Des changements sont également apparus au niveau des jours rémunérables. La moyenne est passée, en cinq ans, de 300 à 280 jours par unité. Cette réduction doit être regardée de concert avec les autres données du programme. On constate depuis quelques années une diminution du montant de base garanti versé, soit:

1984-1985	1 925 610 $
1988-1989	1 276 077 $

Ceci s'explique à la fois par les changements dans la composition des unités de bénéficiaires i.e. par le nombre total de participants et par les autres revenus gagnés par les unités de bénéficiaires.

Changes have also appeared with respect to days payable. The average has decreased over the last five years from 300 to 280 days per unit. This decrease must be studied with other information on the Program. We notice that over the years, there has been a constant diminution in the guaranteed basic amount paid:

1984-1985	1 945 610 $
1988-1989	1 276 077 $

This can be explained both by changes in the composition of beneficiary units, i.e. the total number of participants, and by other income earned by the beneficiary units.

	Programme Program	Autres revenus Other income
1984-1985	11 402 204 $	2 948 074 $
1988-1989	12 144 535 $	5 119 569 $

En 1984-1985, 79,5 % du revenu des unités de bénéficiaires provenait des prestations accordées en vertu du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. En 1988-1989, cette proportion a diminué à 70,3 %. Les communautés cries ont, depuis quelques années, connu un certain essor au niveau économique. Les bénéficiaires du programme ont ainsi vu s'élargir les possibilités d'augmenter leur revenu annuel en travaillant de façon saisonnière ou occasionnelle.

In 1984-1985, beneficiary units derived 79,5 % of their total income from the benefits of the Program. In 1988-1989, this proportion has decreased to 70,3 %. During recent years, there has been certain economic development in the Cree communities. Program beneficiaries have thus had added opportunities of increasing their annual income by working seasonally or occasionally.

ᐅᕙ 1984-1985 ᐯᔮᐤᑌᓐ ᐁᐦᐅᔑᐦᐊᐤ ᓂᔮᐤ 79ᐯᓭᓴᐤᐤ ᒥ ᐅᒥᐱᔦ ᐤᑐᐦᐅ ᓂᔮᐤ ᐁᐃᑕᐃᐤ. ᐅᕙ ᒫᑊ 1988-1989 ᑲ ᒍᐱᕙᐤ ᐃᔅᑯ 70,3 ᐯᓭᓴᐤᐤ ᐃᐤᑌ ᐁᐅ-ᑎᓈᐤᒡ.
ᐊᑯᔦ ᒫᑊ ᑲᑐᑕᑯᒡ ᐅᔦ ᐅᑕᐤ ᐁᐱᐳᒡ ᐁᒥᔦ-ᐱᕙᐤ ᑭᔮ ᐁᐦᐃᑕᑯᓂᐤ ᐊᐱᑎᓯᐧᐋᔦ ᐃᐤᑌ ᐃ-ᔮᔮᐤ ᐃᐦᑕᐧᐃᐤᒡ ᒉᔦᐱᐃᒡ ᑑᐃᔅ ᒣᒥ ᐊᐱ-ᑎᓯᒡ ᐁ ᓂᐱᓂᒡ ᑭᔮ ᒫᐧᑯᒡ ᐁ ᐱᐳᓂᒡ ᑑᐋᔅ ᒫᑊ ᐁᔮᐧᐸᒡ ᓂᔮᐤ.

Conclusion

Conclusion

ᒫᒡ ᐁᔮᐃᒎᑌᒡ

Le programme a, depuis sa création, évolué au rythme des besoins de la population crie et des changements survenus tant au niveau social qu'économique. La participation de 35 % de la population, indique qu'il continue à représenter une mesure économique importante pour les Cris. Les modifications apportées récemment tentent, dans une certaine mesure, d'adapter le programme aux changements survenus et de faire en sorte qu'il rencontre son objectif premier qui est de participer au maintien d'un mode de vie traditionnel.

Since its creation, the Program has changed to meet the needs of the Cree population and socio-economic changes. The fact that 35 % of the population continues to participate is an indication that the Program still represents an important economic measure for the Crees. The recent amendments try, to a certain extent, to adapt the Program to the changes that have occurred and to ensure that it still meets its primary objective which is to help maintain a traditional lifestyle.

ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᕑᐤ ᐤᑐᐦᐅ ᓂᔮᐤ ᒥᑯᒥᑕᐤ ᒣᒥ ᒥᔦᐱᕙᐤ ᐁᔑ ᐳᑯᔅᐃᑌᒥᐤ ᐃᔮᔮᐤ. ᒪᓴᐧᐁ ᐁᑭᐤᐧᐊᐱᒪᓀᐧᐃᒡ ᐃᔮᔮᐤ ᐁᑎᔑᒡ ᐁᔅᑯ 35 ᐯᓭᓴᐤᐤ ᐁᐃᓇᓀᐤ ᐊᐱᒥᐦᐊᐤᒡ ᐤᑐᐦᐅ ᓂᔮᐤ ᑭᔮ ᒥᐧᐊᐱᑌᒎᓈᓀ ᕑᐤ ᐁᔑ ᐧᐃᒥᐦᐃᐧᐁᐱᑕᐤ ᐃᔮᔮᐤ ᐃᔅᒥᐤ. ᐃᐤᔦ ᐁᐧᐃᐧᐃᒥᐦᐊᐤ ᐃᔦᐤ ᐁᑭᐤᐧᐁᐦᐃᑕᒥᒡ ᐃᔮᔮᐤ ᐃᐦᑐᐅᓂᔦ ᐤᑐᐦᐅ ᓂᔮᐤ ᐅᑲᑯ ᐧᐁᒥ ᐧᐋᕙᔅᑐᑌ ᐃᐤᔦ ᐁᑲ ᐅᒥ ᒥᔦᐱᕙᐤ ᓴᔅ ᒫᑊ ᒣᒥ ᒥᔮᐤ ᐃᔮᔮᐤ ᑕᐤ ᐁᔑ ᐳᑯᔅᐃᒣᑯᐤ.

Tableau 1
Table 1
1 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᐅᒻ

Bénéficiaires du programme en 1988-1989
Beneficiaries of the Program in 1988-1989
ᐄᓐᒥᑦ ᑲᔦᐱᒪ ᐦᐊᒻ ᓐᑐᐦᐅ ᓃᔮᓐ ᐅᔮ 1988-1989

Communauté Community ᐃᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐤᐃᓐ	Unités Units ᐯᔦᐦᐅᓀᐅ	Adultes Adults ᒋᔖᐃᔮᐤᒪ	Enfants Children ᐊᐧᐊᔅᓵᒪ	Total ᑳᑾ
Mistissini	321	514	550	1 064
Chisasibi	348	496	339	835
Waskaganish	136	200	163	363
Waswanipi	137	207	159	366
Wemindji	123	191	137	328
Eastmain	34	56	44	100
Whapmagoostui	66	102	65	167
Némiscau/Nemaska	52	79	70	149
Total ᑳᑾ	**1 217**	**1 845**	**1 527**	**3 372**

* NOTE
Seuls les enfants de moins de 18 ans sont inscrits au dossier des unités de bénéficiaires

Only children under 18 years of age are registered in their parent's file

ᔫᐦ ᐊᐧᐋᔅᓵᒪ ᐁᔅᐧᑳ ᑳ 18ᐃᑎᐳᓈᓯᐤᒪ ᒥᓯᓇᐦᒪ ᐄᐦᑌ ᐅᓂᒥᐦᐃᑯᐧᐋᐤ ᐅᒪᓯᐦᐃᑫᐦᑖᐦ

Tableau 2
Table 2
2 ᑳ ᐃᑎᓯᓇᐅᒻ

Participation de la population crie au programme
Participation of Cree Population in the Program
ᐃᔨᔫᒪ ᔦᐱᒪ ᐦᐊᒻ ᓐᑐᐦᐅ ᓃᔮᓐ

Communauté Community ᐃᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐤᐃᓐ	Membres[1] Members[1] ᐃᔨᔫᒪ (1)	Résidents[2] du territoire Residents[2] of Territory ᒉᒥᐢ ᐯᐃ ᐃᔨᔫᒪ (2)	Participants au programme Participants in Program ᑎᑦᑐ ᔦᐱᒪ ᐦᐊᒻ ᓐᑐᐦᐅ ᓃᔮᓐ	% des résidents % of Residents ᐯᑦᓱᐦᐤ ᐁ ᐃᓇᓈᓐ ᐃᐦᒥ ᐃᔨᔫᒪ ᒉᒥᐢ ᐯᐃ ᐁᑖᒪ
Mistissini	2 669	2 647	1 064	40,20
Chisasibi	2 433	2 413	835	34,60
Waskaganish	1 821	1 334	363	27,21
Waswanipi	1 161	1 095	366	33,42
Wemindji	972	880	328	37,27
Eastmain	412	396	100	25,25
Whapmagoostui	477	477	167	35,01
Némiscau/Nemaska	503	429	149	34,73
Total[3] ᑳᑾ (3)	**10 448**	**9 671**	**3 372**	**34,87**

1. Nombre total de personnes inscrites comme membres des bandes des différentes communautés
2. Nombre de membres résidant dans le territoire de la Baie James
3. Données du Registre des populations autochtones daté du 23 août 1989

1. Total number of people registered as band members of the different communities
2. Number of members residing in the James Bay Territory
3. Data taken from the Enrollment Commission List dated August 23, 1989

1) ᐅᐸᒪ ᐅ ᐊᑎᔅᒪ ᐊᐧᐋᐦᒥ ᐃᐦᑌ ᐃᔨᔨᐤ ᐃᐦᑖᐧᐃᐦᒪ ᐁ ᐃᔅᒥᓯᓇᓯᒪ
2) ᐊᐅᔅ ᐅ ᐊᑎᔅᒪ ᐧᐋᒥ ᐃᐦᑌ ᒉᒥᐢ ᐯᐃ ᐃᔅᒥ
3) ᐃᔨᔫᒪ ᐁ ᒥᓯᓇᓯᒪ ᐊᑯᑦ ᑲ ᐅᑎᐦᑲᓈᒪ ᐅᔦ ᒥᔅᑕᓯᐦ ᐃᐦ ᐅᐦᐋᐦᐅᐲᓯᒪ 23, 1989

Tableau 3
Table 3

3 ᑲ ᐃᑎᓱᓇᐅᒡ

Moyenne de jours-personnes rémunérés par unité
Average of remunerated person-days per unit
ᐧᐃᔅᐧᐁ ᑎᑦᑐ ᒥᔑᑳᐤ ᑲ ᑎᑉᐦᐊᒧᐧᐋᑲᓄᐃᒡ ᐯᔮᐧᑌᓅ ᐁᐦᑐᐦᐅᒡ

	1987-1988			1988-1989		
Communauté Community ᐃᔮᔮᐤ ᐃᐦᑕᐧᐃᐦ	Unités Units ᐯᔮᐧᑌᓅ	Jours-personnes Person-Days ᐦᑐᐦᐅ ᒥᔑᑳᐤ	Moyenne Average ᐧᐃᔅᐧᐁ ᐁᐃᔅᐱᑦ	Unités Units ᐯᔮᐧᑌᓅ	Jours-personnes Person-Days ᐦᑐᐦᐅ ᒥᔑᑳᐤ	Moyenne Average ᐧᐃᔅᐧᐁ ᐁᐃᔅᐱᑦ
Mistissini	345	104 333	302	321	104 260	325
Chisasibi	328	89 769	274	348	90 293	259
Waskaganish	130	36 604	282	136	36 499	268
Waswanipi	138	45 489	330	137	43 165	315
Wemindji	120	33 291	277	123	30 715	250
Eastmain	30	6 535	218	34	6 341	187
Whapmagoostui	50	15 834	317	66	15 563	236
Némiscau/Nemaska	53	13 835	261	52	13 557	261
Total ᒫᒨ	**1 194**	**345 690**	**290**	**1 217**	**340 393**	**280**

Tableau 4
Table 4

4 ᑲ ᐃᑎᓱᓇᐅᑦ

Comparaison de jours dans le bois c. jours payables
Comparison of days in the bush vs. days payable
ᐁᑭᐧᐸᐱᑕᑲᓅᑦ ᐁᒥᔑᑲᒡ ᓂᑐᐧᐃ ᐁᒥᑕᓅᑦ ᑭᔮ ᐁᒥᔑᑲᒡ ᑲᑕᑉᐦᐃᑲᓅᑦ

Communauté Community ᐃᔮᔮᐤ ᐃᐦᑕᐧᐃᐦ	Jours dans le bois Days in the bush ᐁᒥᔑᑲᑦ ᓂᑐᐧᐃ ᐁᒥᑕᓅᑦ	Jours payables Days payable ᐁᒥᔑᑲᑦ ᑲᑕᑉᐦᐃᑲᓅᑦ
Mistissini	114 118	104 260
Chisasibi	106 611	90 293
Waskaganish	40 103	36 499
Waswanipi	48 515	43 165
Wemindji	34 858	30 715
Eastmain	7 351	6 341
Whapmagoostui	18 833	15 563
Némiscau/Nemaska	14 196	13 557
Total ᒫᒨ	**384 655**	**340 393**

Tableau 5
Table 5

5 ᑲ ᐃᑎᓱᓇᐌᐠ

Moyenne de jours payable chef/conjoint
Average number of days payable head/consort
ᐧᐃᓭᐧᐁ ᐁᒋᔑᑲᐠ ᑲᑕᑉ ᐦᐊᒎᐧᐊᑭᓅᐧᐃᒪ ᐯᔦᔅᑌᓅ

Communauté Community ᐃᔨᔫ ᐃᐦᑕᐧᐃᓐ	Chef Head ᑲᓂᑲᓂᔅᑯᐧᐋᐠ ᐯᔦᔅᑌᓅ	Conjoint Consort ᐅᐧᐄᒥᒪᑭᓐ
Mistissini	203	203
Chisasibi	192	159
Waskaganish	187	172
Waswanipi	211	203
Wemindji	181	124
Eastmain	147	61
Whapmagoostui	153	152
Némiscau/Nemaska	176	163
Total [illegible]	**191**	**171**

Tableau 6
Table 6

6 ᑲ ᐃᑎᓱᓇᑌᒪ

Calcul des prestations - Montants utilisés
Calculation of benefits - Amounts used
ᑕᓐ ᑲ ᐃᔅᐱᐠ ᑎᑉ ᐦᐊᒪᑐᐅᓐ

	1987-1988 $	1988-1989 $
Per Diem ᐧᑐᐦᐅ ᒥᓯᑲᐤ ᐁᑎᑉ ᐦᐃᑲᓅᐠ	30,69	31,99
Montant de base/Basic amount ᐯᔦᔅᐳᐣ ᐃᔅᐱᔅ ᒥᔦᑲᓅᐅᒪ ᐯᔦᔅᑌᓅ		
Par adulte/Per adult ᐯᔦᔅ ᒥᓯᐃᔨᔫ	2 598	2 708
Par enfant/Per child ᐯᔦᔅ ᐊᐧᐋᔅ	1 041	1 086
Par unité/Per unit ᐯᔦᔅᑌᓅ	1 041	1 086
Exemption pour fourrure/Fur deduction ᐃᔅᐱᔅ ᐸᒎᓂᑲᓅᐧᐃᐠ ᐅᒪ ᐊᓂᔦ ᐅᐠᐃᔮᓐ ᐯᔦᔅ ᒥᓯᐃᔨᔫ	651	765

Tableau 7
Table 7

7 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑕᒻ

Total des prestations
Total benefits
ᒫᑑ ᑲ ᐃᔅᐱᑦ ᑎᑉ ᐦᐃᒉᓐᑦ

Communauté Community ᐃᔮᔮᐤ ᐃᐦᑕᐧᐃᐤ	Montant garanti ($) Guaranteed Amount ($) ᐯᔦᔮᐤ ᐁᒥᔦᑳᓐᐅᒻ ᐯᔦᐅᓐ		Per diem ($) ᐤᑐᐦᐅ ᒋᔑᑳᐤ ᐁᑎᑉᐦᐃᑳᓐᑦ		Total ($) ᒫᑑ	
	1987-88	1988-89	1987-88	1988-89	1987-88	1988-89
Mistissini	419 224	415 918	3 201 966	3 335 376	3 621 190	3 751 294
Chisasibi	327 742	310 680	2 755 024	2 888 570	3 082 766	3 199 250
Waskaganish	182 249	142 441	1 123 366	1 167 632	1 305 615	1 310 073
Waswanipi	136 833	177 087	1 396 067	1 380 894	1 532 900	1 557 981
Wemindji	113 947	94 876	1 021 698	982 596	1 135 645	1 077 472
Eastmain	23 202	15 736	200 562	202 854	223 764	218 590
Whapmagoostui	61 283	55 964	485 959	497 873	547 242	553 837
Némiscau/Nemaska	81 643	63 375	424 598	433 694	506 241	497 069
*** Total ᒫᑑ[1]**	**1 346 123**	**1 276 077**	**10 609 240**	**10 889 489**	**11 955 363**	**12 165 566**

* Note:
Le total représente les montants payables avant les déductions d'aide sociale.

The total represents amounts payable before welfare has been deducted.

ᐁᐅᒃ ᐅ ᐁᔅᒃ ᐁᑲ ᐅᒻ ᐦᐊᒧᓂᑳᓐᐧᐃᑦ ᐊᐧᐸᐤ ᐃᐤᐋ ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᐧᐃᒻ ᐦᐊᑳᓐᑦ

Tableau 8
Table 8

8 ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑕᒻ

Moyenne de prestations accordées par unité
Average benefits granted by unit
ᐧᐃᔅᐧᐁ ᑲ ᐃᔅᐱᑦ ᑎᑉ ᐦᐊᒧᐧᐋᑳᓐᐅᒻ ᐯᔦᐤᐅᓐ

Communauté Community ᐃᔮᔮᐤᐃᐦᑕᐧᐃᐤ	Nombre d'unités Number of units ᑎᑦᑐ ᐯᔦᐅᓐ		Total ($) ᒫᑑ		Moyenne ($) Average ($) ᐧᐃᔅᐧᐁ ᐃᔅᐱᔅ ᓯᔦᐤ	
	1987-88	1988-89	1987-88	1988-89	1987-88	1988-89
Mistissini	345	321	3 619 292	3 749 529	10 491	11 681
Chisasibi	328	348	3 074 218	3 196 427	9 373	9 185
Waskaganish	130	136	1 300 022	1 309 717	10 000	9 630
Waswanipi	138	137	1 521 867	1 546 394	11 028	11 288
Wemindji	120	123	1 133 737	1 075 604	9 448	8 745
Eastmain	30	34	222 095	218 590	7 403	6 429
Whapmagoostui	50	66	547 242	551 995	10 945	8 364
Némiscau/Nemaska	53	52	505 901	496 279	9 545	9 544
*** Total ᒫᑑ**	**1 194**	**1 217**	**11 924 374**	**12 144 535**	**9 987**	**9 979**

* NOTE:
Les totaux correspondent aux montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale.

The total amounts correspond to the amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted.

ᐁᑯᐤ ᐅ ᑲ ᐃᔅᐱᑦ ᔅᑯᑕᒃ ᑲ ᐦᐊᒧ-ᓂᑳᓐᐧᐃᒻ ᐊᐧᐸᐤ ᑲ ᐃᔅᐱᔅ ᐧᐃᒻ ᐦᐊ-ᑳᓐᑦ×

Annexe

Schedule

ᑲ ᐃᑎᓯᓇᑕᒃ

Membres de l'Office
Members of the Board
ᐧᑐᐦᐅ ᒋᔮᐣ ᐅᒥᒪᐤᒃ

GOUVERNEMENT
DU QUÉBEC
GOVERNMENT
OF QUEBEC
ᑯᐯᒃ ᑎᐹᐃᐦᒥᒪᓲ

Roger Grenier
Président
Chairman

Guy Girouard

Michel Plouffe

ADMINISTRATION
RÉGIONALE CRIE
CREE REGIONAL
AUTHORITY
ᐃᔮᔮᐤ ᑎᐹᐃᐦᒥᒪᓲ

Johnny Jolly
Vice-Président
Vice-Chairman

Thomas Coon

Philip Awashish

Personnel de l'Office
Personnel of the Board
ᐧᑐᐦᐅ ᒋᔮᐣ ᐊᐱᐟᓯᓯᒃ

SIÈGE SOCIAL
HEAD OFFICE
ᐅᒥᒪᐤ
ᒪᓯᓂᐦᐃᑖᐅᑭᒥᒄ

Monique Caron
Secrétaire générale
Secretary general

Régent Brind'Amour
Contrôleur des finances
Comptroller of Finance

Poste en voie de
recrutement/
Position to be filled
Assistant-directeur
Assistant-Director

Martha J. Bégin
Technicienne en
administration
Technical Assistant

Thelma Ste-Croix
Agente de secrétariat
Secretary

Monique Latouche
Agente de secrétariat
Secretary

COMMUNAUTÉS CRIES
CREE COMMUNITIES
ᐃᔮᔮᐤ ᐃᐦᑕᐧᐃᐧᐣ

Assistant-directeur
Assistant Director

Allan Loon, Mistissini

Administrateurs locaux
Local Administrators

Lizzie Diamond, Waskaganish

Jacob Gull, Waswanipi

Thomas Jolly, Némiscau/Nemaska

William Kawapit, Whapmagoostui

Reggie Mark, Wemindji

Sheilla Mark-Stewart, Eastmain

Allen Neacappo, Chisasibi

Peter Shecapio, Mistissini

Office de la sécurité du revenu
des chasseurs et piégeurs cris

Cree Hunters and Trappers
Income Security Board

États financiers
de l'exercice terminé le
30 juin 1989

Financial Statements
for the Year
Ended June 30, 1989

Rapport du vérificateur

Auditor's report

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1989 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de l'Office au 30 juin 1989 ainsi que les résultats de ses opérations de l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

I have examined the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1989 and the statement of operations and surplus for the year then ended. My examination was made in accordance with generally accepted auditing standards, and accordingly included such tests and other procedures as I considered necessary in the circumstances.

In my opinion, these financial statements present fairly the financial position of the Board as at June 30, 1989 and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting policies mentioned in note 2 applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,

Rhéal Chatelain, F.C.A.

Québec, le 27 septembre 1989

Opérations et Excédent

Operations and Surplus

De l'exercice terminé le 30 juin 1989
For the year ended June 30, 1989

	1989	1988	
DÉPENSES			**EXPENDITURE**
Prestations de sécurité du revenu	12 156 042$	11 732 970$	Income security benefits
Frais d'administration			**Administrative expenditure**
Salaires et avantages sociaux	549 871	556 324	Salaries and fringe benefits
Déplacements	49 092	45 246	Travel
Loyers	49 185	45 009	Rent
Honoraires	3 598	667	Fees
Fournitures et équipement	19 886	16 988	Furniture and equipment
Téléphone et communications	3 343	3 117	Telephone and communications
Divers	5 625	4 032	Miscellaneous
	680 600	671 383	
Déduire:			**Deduct:**
Intérêts sur dépôts bancaires	8 853	4 664	Interest on bank deposits
	671 747	666 719	
	12 827 789	12 399 689	
Contribution du Gouvernement du Québec	12 868 964	12 389 556	**Contribution from Gouvernement du Québec**
Excédent des dépenses sur la contribution du Gouvernement du Québec	41 175	(10 133)	**Excess of contribution from Gouvernement du Québec over expenditure**
Excédent au début	38 652	48 785	**Surplus, beginning of year**
Excédent à la fin	79 827$	38 652$	**Surplus, end of year**

Bilan

Balance Sheet

Au 30 juin 1989
As at June 30, 1989

	1989	1988 (note 3)	
ACTIF			**ASSETS**
Encaisse	35 876$	30 058$	Cash
Dépôts à terme	80 000	45 000	Term deposits
Débiteurs	3 188	3 233	Accounts receivable
	119 064$	78 291$	
PASSIF			**LIABILITIES**
Créditeurs	39 237$	39 639$	Accounts payable
EXCÉDENT	79 827	38 652	**SURPLUS**
	119 064$	78 291$	

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU
DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Notes complémentaires 30 juin 1989

1. Constitution, fonction et financement

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2 et modifications), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, du temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. Conventions comptables

Prestations et frais d'administration
Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien tels que services informatiques et téléphoniques assumé par le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

Notes to Financial Statements June 30, 1989

1. Constitution, function and financing

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Quebec (L.R.Q., chapter S-3.2 and amendments), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. Accounting policies

Benefits and administrative expenditure
Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by gouvernement du Québec

Cost of certain supporting services such as data processing and telephone assumed by the department of Manpower and Income Security in not included in the statement of operations and surplus.

3. Présentation du bilan

Les prestations versées en trop ainsi que le compte de contrepartie "Dû au gouvernement du Québec" ne sont plus présentés au bilan considérant que les prestations de sécurité du revenu versées aux unités de bénéficiaires tiennent compte de tout montant versé en trop antérieurement. Cette comptabilisation respecte la convention comptable sur les prestations versées qui sont inscrites selon la méthode de la comptabilité de caisse.

3. Balance sheet presentation

Benefits paid in excess and the contra account "Due to gouvernement du Québec" are no longer included in the balance sheet considering that income security benefits paid to beneficiary units take into account any previously paid excess amount. This accounting method is in accordance with the accounting policy on benefits paid wich are recorded on the cash basis of accounting.